



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 29/07/2021

Votre annonce n°21-105524 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

Attention :

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

[> Contact client](#)

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : **30**

Annonce No **21-105524**

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

CA Nîmes Métropole, Direction de la Commande Publique - Colisée 2 - 1^{er} étage - 1 rue du Colisée, 30947, Nîmes Cedex 9, F, Téléphone : (+33) 4 66 62 57 00, Courriel : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr, Code NUTS : FRJ12

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Réalisation de l'ensemble des études naturalistes nécessaires à la mise en œuvre des projets d'aménagement portés par Nîmes Métropole

Numéro de référence : 211014FB

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 90713000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : La présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande en vue de la réalisation de l'ensemble des études naturalistes nécessaires à la mise en œuvre des projets d'aménagement portés par Nîmes Métropole. Le titulaire du présent accord-cadre sera amené à accompagner Nîmes Métropole auprès des services porteurs de projets d'aménagement afin d'assurer la bonne intégration des problématiques écologiques au sein des projets d'aménagement portés par Nîmes Métropole, et notamment de mettre en œuvre la séquence " Eviter, Réduire, Compenser " (ERC) issue de la législation environnementale. A titre indicatif, un calendrier prévisionnel des différents projets d'aménagement et des études à mener pendant toute la durée de l'accord cadre est présenté dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 1 000 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Etude

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

- Lot n° :
- II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**
 Code CPV principal : 90713000
 Descripteur supplémentaire :
 Code CPV principal : 90711000
 Descripteur supplémentaire :
 Code CPV principal : 90712000
 Descripteur supplémentaire :
- II.2.3) Lieu d'exécution**
 Code NUTS : FRJ12
 Lieu principal d'exécution :
- II.2.4) Description des prestations** : Le titulaire du présent accord-cadre sera amené à réaliser l'ensemble des études naturalistes liées à ces projets d'aménagement, dont notamment les missions suivantes : Pré-diagnostic écologique ; Note écologique pour le dossier Cas par Cas ; Diagnostic écologique (inventaire naturaliste) ; Contrôle écologique des opérations préparatoires au projet ; Etudes des impacts écologiques du projet et des mesures à mettre en œuvre pour préserver la biodiversité (volet écologique/naturel de l'étude d'impact - VNEI) ; Dossier de demande d'autorisation de défrichement ; Dossier de dérogation pour destruction d'espèces protégées ; Assistance à la rédaction du volet écologique du DCE et à l'analyse des offres ; Notice technique des prescriptions écologiques avant travaux ; Suivi écologique du chantier ; Analyse juridique et réglementaire ; Assistance à l'élaboration ou à la validation du plan de gestion. Au regard des compétences de la communauté d'Agglomération Nîmes Métropole, les projets d'aménagement portés par Nîmes Métropole concernent essentiellement : - des projets d'installations de zones d'activités économiques sur les Actiparcs portés par la Direction Aménagement et Habitat, - des projets de requalification (modification de la géométrie, création de nouvelles voies) des zones d'activités économiques sur les Actiparcs portés par la Direction du Développement Economique, - des projets de développement/restructuration des réseaux et des équipements de traitement des eaux et d'assainissement et de création de dispositifs de lutte contre les inondations (cadereau) portés par la Direction de l'Eau, - des projets d'extension et de création des transports en commun en site propre, de pôle d'échange multimodal, et de parking-relais portés par la Direction Mobilité, - des projets de rénovation, d'extension ou de création de déchèteries, portés par la Direction de la Collecte et du Traitement des Déchets Ménagers. - Le démantèlement/déconstruction de certains équipements existants.
- II.2.5) Critères d'attribution**
 critères énoncés ci-dessous
 Critère de qualité
 1. Valeur technique / Pondération : 60
 Coût :
 1. Prix des prestations / Pondération : 40
- II.2.6) Valeur estimée**
 Valeur hors TVA : 1 000 000 euros
- II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**
 Durée en mois : 24
 Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui
 Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux ans à compter de sa date de notification L'accord-cadre pourra être reconduit une fois maximum pour une durée de 2 ans. Les modalités de reconduction sont indiquées dans l'Acte d'Engagement.
- II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**
 Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :
- II.2.10) Variantes**
 Des variantes seront prises en considération : non
- II.2.11) Information sur les options**
 Options : oui
 Description des options : Le présent accord-cadre comprend des clauses de réexamen qui sont détaillées dans le CCAP.
- II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**
- II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**
 Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non
 Identification du projet :
- II.2.14) Informations complémentaires** : Le présent accord cadre est conclu avec un seul opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000.00 euros HT pour chacune des périodes de l'accord-cadre (période initiale et période de reconduction incluses). Il donnera lieu à l'émission de bons de commande qui seront notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins.
 Mots descripteurs : Etude

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant Ou, en cas de candidature classique : Lettre de candidature : Remplir le formulaire DC1 mis à jour le 1^{er} avril 2019 ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance) / Déclarations sur l'honneur : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 mis à jour le 1^{er} avril 2019 ou utiliser un format libre) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance).

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant. Ou, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 mis à jour le 1^{er} avril 2019) ; Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ; La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise. L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public. Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et la description des prestations réalisées ainsi que le destinataire public ou privé. Cette liste comprendra notamment une liste de références pour des prestations d'études naturalistes d'importance et de complexité similaires à celles attendues dans le cadre du présent accord-cadre. Les prestations de services seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Afin que le pouvoir adjudicateur puisse apprécier les capacités professionnelles des candidats, les candidats sont invités à être attentifs à la clarté et à qualité de la liste de références fournie dans leur dossier de candidature et à fournir l'ensemble des éléments demandés dans cette liste (montant, dates, description des prestations réalisées, destinataire public ou privé).

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

- III.1.5) **Informations sur les marchés réservés :**
- III.2) **CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ**
- III.2.1) **Information relative à la profession**
Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :
- III.2.2) **Conditions particulières d'exécution :**
- III.2.3) **Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché**
- III.2.4) **Marché éligible au MPS**
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

- IV.1) **DESCRIPTION**
- IV.1.1) **Type de procédure**
Procédure ouverte
- IV.1.3) **Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**
Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre
Accord-cadre avec un seul opérateur
Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :
- IV.1.4) **Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue**
- IV.1.5) **Information sur la négociation**
- IV.1.6) **Enchère électronique :**
- IV.1.8) **Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**
Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui
- IV.2) **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**
- IV.2.1) **Publication antérieure relative à la présente procédure**
Numéro de l'avis au JO série S :
- IV.2.2) **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**
13 septembre 2021 - 17:00
- IV.2.3) **Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**
Date :
- IV.2.4) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :**
français
- IV.2.6) **Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**
L'offre doit être valable jusqu'au :
ou
Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)
- IV.2.7) **Modalité d'ouverture des offres**
Date : 14 septembre 2021 - 09:00
Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- VI.1) **RENOUVELLEMENT**
Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable
Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :
- VI.2) **INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**
- VI.3) **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**
Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.marches-securises.fr. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé Usb...) n'est pas autorisée. Conditions de présentation des plis électroniques : fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (Gmt+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : le format PDF (.pdf), format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc ou .docx pour les textes ; .xls pour les feuilles de calcul ; ppt ou pptx pour les présentations de diaporama), format propriétaire DWG pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (.dwt), les formats images jpeg, png ou Tiff/Ep pour les photographies, pour les images (.jpg, .png, .tif), le format de compression de fichiers ZIP (.zip), ou formats équivalents. Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.
- VI.4) **PROCÉDURES DE RECOURS**
- VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours :**
Tribunal Administratif de NIMES, 16 avenue Feuchères CS 88010, 30941, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 66 27 37 00, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr
- VI.4.2) **Organe chargé des procédures de médiation :**
- VI.4.3) **Introduction de recours :**
- VI.4.4) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :**
Tribunal Administratif de NIMES, 16 avenue Feuchères CS 88010, 30941, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 66 27 37 00, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr
- VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**
29 juillet 2021

Éléments de facturation :*Numéro du service exécutant : 2360**Numéro d'engagement juridique : 21002899IE**Classe de profil : Autres organismes publics**Siret : 24300064300045**Libellé de la facture : CA Nîmes Métropole Direction des Finances Colisée 2 1 Rue du Colisée, F-30947 Nîmes.***Indexation de l'annonce :***Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 13 septembre 2021**Objet de l'avis : réalisation de l'ensemble des études naturalistes nécessaires à la mise en oeuvre des projets d'aménagement portés par nîmes métropole**Nom de l'organisme : CA Nîmes Métropole**Critères sociaux ou environnementaux : Aucun*

ACCR4103640

[> Informations légales](#)